Extrait du El Correo

http://www.elcorreo.eu.org/Decembre-1928-massacre-des-bananeraies-en-Colombie

Décembre 1928, massacre des bananeraies en Colombie

- Les Cousins - Colombie -

Date de mise en ligne : lundi 5 décembre 2016

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Ce n'est pas le fruit de l'imagination du Colombien Gabriel García Márquez, prix Nobel de littérature. Le massacre d'environ mille cinq cents ouvriers, le 6 décembre 1928, et la répression qui s'ensuivit pendant trois semaines, qu'il raconte dans son roman « *Cent ans de solitude* », eut bien lieu. Il se déroula dans les plantations bananières de la société usaméricaine *United Fruit*, sur la côte caraïbe colombienne. Ainsi naissait le terrorisme d'Etat en Colombie. Il est toujours en vigueur presque un siècle plus tard.



Dans ce pays, à l'aube du XXe siècle, les gisements de pétrole, d'or, de platine et d'autres précieux métaux sont quasiment offerts à des entreprises étasuniennes ou anglaises. De la même façon, on leur cède de vastes territoires pour l'exploitation sans modération de la banane, du cacao, du tabac et du caoutchouc. Avec le consentement du gouvernement, le personnel employé par ces entreprises est traité comme à l'époque coloniale.

L'industrialisation donne naissance à un début de bourgeoisie urbaine, mais aussi à un secteur ouvrier, qui peu à peu réclame des améliorations sociales. Suivant cet exemple, les paysans, les Indiens et les artisans s'organisent aussi. Ces mouvements revendicatifs aboutissent aux premières organisations politiques et syndicales, dans les années 1920.

On ne peut comprendre ce processus sans mentionner un élément extérieur déterminant : la révolution d'Octobre et l'établissement de l'Union soviétique qui influencent de manière décisive la pensée politique et sociale mondiale, comme l'avait fait la Révolution française en 1789. En Colombie pas moins qu'ailleurs, ne serait-ce que parce que le mot socialisme n'y était pas inconnu de certains cercles intellectuels.

A l'époque, de nombreuses mobilisations et grèves permettent d'arracher des droits et des concessions inimaginables quelques années plus tôt. Ce sont les ouvriers pétroliers de la société américaine *Tropical Oil Company* qui sont à l'avant-garde de ces conquêtes.

Aux yeux du gouvernement conservateur, de l'oligarchie et de la hiérarchie ecclésiastique - au sein de laquelle on trouve les plus grands propriétaires terriens du pays -, l'organisation et le mécontentement social prouvent l'existence d'un complot communiste international. Leur effroi augmente à la création, en 1926, du Parti socialiste révolutionnaire, une alternative aux partis traditionnels, Libéral et Conservateur. De fait, un secteur important des intellectuels libéraux était favorable aux changements sociaux, non pas pour établir le socialisme, mais pour moderniser un Etat qui gérait le pays comme un majordome gère une hacienda [1].

En provenance du gouvernement, du Parlement, de l'Eglise et des journaux, les sermons se multipliaient contre la «

Copyright © El Correo

subversion bolchévique ». Terrorisées, l'élite conservatrice et la hiérarchie catholique décident d'agir.

Au milieu de l'année 1927, le ministre de la guerre, Ignacio Rengifo, un ancien intellectuel de gauche réinséré dans le système qu'il avait mis en question, déclare : « *Sous la protection du climat de grande liberté qu'on respire en territoire colombien, un nombre non négligeable de nationaux et d'étrangers font en tout lieu une active et constante propagande communiste de leur propre chef ou comme agents à la solde du gouvernement soviétique* [2]. »

Rengifo fut le principal instigateur de la *Loi de défense sociale*. Promulguée en octobre 1928, celle-ci marquait la concrétisation d'un cadre théorique hautement répressif. Avec elle, la Colombie devançait les théoriciens des guerres colonialistes européennes et américaines, en formulant la doctrine destinée à combattre ce qu'on appellerait au début des années 1960 « *l'ennemi intérieur* ». La loi définissait comme « *subversive* » l'action revendicatrice, politique et sociale des syndicats et des organisations populaires naissantes.

Avec la fin du XIXe siècle, l'entreprise étasunienne *United Fruit Company* s'installa à Santa Marta, dans la région caribéenne de la Colombie. On lui donna plus de prérogatives qu'à aucune autre entreprise étrangère ; elle allait fonctionner dans l'immense région comme une république indépendante.

Près de vingt-cinq mille personnes travaillaient dans les plantations de *United Fruit* en 1927, avec des journées de douze heures minimum. Elles ne percevaient pas de salaire en argent : on leur donnait des bons qui ne pouvaient être utilisés que dans les boutiques de l'entreprise, en échange de produits importés depuis les Etats-Unis par les bateaux qui avaient transportés les bananes. Les travailleurs dormaient entassés dans des cabanes insalubres et n'avaient pas accès aux soins médicaux. Un système de sous-traitants intermédiaires constituait le seul lien avec les salariés et permettait à *United Fruit* de se débarrasser de ses obligations de base envers les travailleurs. Cherchant à améliorer la situation, le syndicat présenta un cahier de doléances.

Les négociations, qui n'avançaient pas, se retrouvèrent suspendues lorsque la Loi de défense sociale fut approuvée. *United Fruit* refusa le cahier de doléances, le qualifiant de subversif. Les travailleurs n'avaient plus d'autre solution que la grève, qui commença le 12 novembre 1928. La consigne était : « *Pour l'ouvrier et pour la Colombie* ». Evidemment, le mouvement fut catalogué comme « *subversif* » par le gouvernement, la hiérarchie et la presse. On alla jusqu'à dire que des agents de Moscou étaient venus dans la région pour préparer une insurrection.

Les dirigeants de *United Fruit* exigèrent du gouvernement la présence de l'armée. Le président Miguel Abadía Méndez répondit en déclarant l'état de siège dans la zone, et en chargeant le général Carlos Cortés Vargas d'en finir avec la *« bande de malfaiteurs »*. L'état-major prit ses quartiers dans les dépendances de la compagnie. Il fallait en priorité protéger la vie des dirigeants de United Fruit, tous américains, car on racontait que les travailleurs allaient les égorger ainsi que leurs familles.



Copyright © El Correo

Le corps des officiers recevait alcool, cigarettes, salaire et pouvait s'adonner à de grandes bacchanales avec des prostituées « recueillies » dans la région [3]. Les conditions de travail se détériorèrent ; les travailleurs organisèrent des meetings permanents et des blocages de la voie ferrée utilisée pour emmener les bananes au port.

Le 5 décembre, on convoqua les grévistes au village de Ciénaga sous prétexte d'y recevoir le gouverneur qui allait probablement participer aux négociations. Mais il n'arriva jamais. A sa place, c'est le général Cortés Vargas qui, à 23 h 30, ordonna la dissolution de *« toute réunion de plus de trois individus »* et menaça de *« tirer sur la foule si nécessaire »*.

Deux heures plus tard, alors que quelques grévistes criaient « *Vive la Colombie !* », « *Vive l'armée !* », et refusaient de vider les lieux, le général donna l'ordre aux soldats placés sur les toits et armés de mitrailleuses d'ouvrir le feu [4]. Plus tard, le militaire déclara : *« Il fallait absolument que la loi soit respectée, et elle l'a été. »*

On a calculé qu'il y avait là environ cinq mille paysans, dont beaucoup étaient accompagnés de leurs femmes et enfants. Ceux qui ne moururent pas sur le coup furent achevés à la baïonnette ou enterrés vivants dans des fosses communes par les trois cents soldats. On embarqua dans les trains de l'entreprise des centaines de cadavres qui furent jetés à la mer comme les bananes de mauvaise qualité.

On ordonna de poursuivre tous les survivants, qu'ils aient travaillé ou pas pour *United Fruit*. Par centaines, ils furent battus et emprisonnés, tandis que des tribunaux militaires jugeaient rapidement les leaders ouvriers. La tuerie dura plusieurs jours, jusqu'à ce que, malgré la censure de la presse, la nouvelle se répande à travers le pays et que des manifestations éclatent.

Pour *United Fruit* et le gouvernement, les choses suivaient leur cours comme s'il ne s'était rien passé, à tel point que le général Cortés Vargas signa pour les travailleurs un « *accord professionnel* ».

Quelques travailleurs organisèrent une sorte de guérilla. Ils brûlèrent des plantations, sabotèrent les lignes télégraphiques et électriques, coupèrent les voies ferrées de l'entreprise. La zone fut militarisée pendant près d'un an.

Le général Cortés Vargas reconnut neuf morts. Le gouvernement, treize, et dix-neuf blessés. Le 16 janvier 1929, Jefferson Caffery, un diplomate américain rapporta au département d'Etat : « *Le représentant de United Fruit Company* à Bogota m'a dit hier que le nombre de grévistes tués par les Forces armées colombiennes dépasse le millier ». De fait, la commission d'enquête du Congrès, menée par Gaitán, découvrit des fosses communes. Le nombre des victimes dépassait les mille cinq cent.

Le général Cortés Vargas justifia sa décision en prétextant une situation insurrectionnelle, qui aurait pu provoquer un débarquement des troupes étasuniennes pour protéger les intérêts de la compagnie fruitière. Le président de la République le félicita d'avoir sauvé le pays de l'anarchie. Un éditorial du quotidien libéral *El Tiempo*, le 17 décembre, s'interrogeait néanmoins : « *Reste à savoir s'il n'existait pas de mesures plus efficaces que celles de consacrer la moitié de l'armée de la République à massacrer des travailleurs* ».

Copyright © El Correo



Durant la présentation de l'enquête parlementaire, en septembre 1929, Gaitán pointa un doigt accusateur en direction de l'oligarchie, considérée comme responsable du massacre. A propos du clergé, il dit : « *Ce sont des pharisiens qui trahissent leur doctrine.* » Gaitán constata qu'on avait appliqué contre les grévistes, et en faveur des intérêts américains, la politique de « *l'ennemi intérieur* » : « *Je ne nie pas, moi, qu'une grande agitation pour la justice sociale parcourt le pays (...). Elle existe, non pas comme le fruit du communisme, mais comme la raison vitale d'un peuple qui veut se défendre contre la caste des politiciens sans scrupules (...). Nous savons que dans ce pays le gouvernement a pour les Colombiens la mitraille homicide et que pour l'or américain il met genou à terre en tremblant* [5]. »

Le massacre des bananeraies n'eut aucune conséquence pénale ou politique. Le général Cortés Vargas fut promu directeur de la Police nationale. Il fut finalement destitué, non pas pour le massacre des bananeraies mais pour l'assassinat d'un jeune, le 8 juin 1929, lors d'une manifestation dans les rues de la capitale. Il s'agissait d'un étudiant issu de l'élite de Bogota, fils d'un ami du président Abadía. L'oligarchie et le haut clergé furent scandalisés.

Hernando Calvo Ospina* pour sa page **Hernando Calvo Ospina**

* **Hernando Calvo Ospina** Écrivain, journaliste colombien résidant en France. Collaborateur de « Le Monde Diplomatique » et de « El Correo de la Diaspora Latinoamericana ». Consulter sa page **Hernando Calvo Ospina**.

Hernando Calvo Ospina. Paris, le 5 décembre 2016.

---

[1] Hernando Calvo Ospina, « *Colombie, derrière le rideau de fumée* », Le Temps des Cerises, Pantin, 2008.

[2] Ignacio Rengifo, *Memorias del Ministerio de Guerra*, Bogotá, 1927.

[3] Le développement de la grève et la répression qui s'abat ensuite sur les travailleurs sont décrits dans l'enquête réalisée par le député libéral Jorge Eliécer Gaitán (assassiné en 1948), et présentée au Congrès colombien en septembre 1929.

[4] Ricardo Sanchez, « *Historia Política de la Clase Obrera en Colombia* », Ed. La Rosa Roja, Bogota, 1982.

[5] **Jorge Eliécer Gaitán**, candidat aux présidentielles, devenu l'ennemi de l'oligarchie, fut assassiné le 9 avril 1948 à Bogota. Ce qui déclencha une période connue sous le nom de « *la Violence* », qui en six ans causa la mort de trois cents personnes, presque tous des paysans.

Copyright © El Correo